

# La fourniture parallèle de services dans les États fragiles

Une occasion de coordonner le renforcement des capacités en Haïti

Auteur : John Wood, Responsable des Amériques, Centre parlementaire, Canada & t;woodj@parl.gc.ca>

**Malgré ses 200 ans d'indépendance, Haïti est resté un État extrêmement faible, caractérisé par l'absence d'institutions fonctionnelles. Les récents développements politiques soulèvent la question de l'impact de la fourniture parallèle de services sur la structure étatique émergente.**

Haïti est un exemple d'État fragile en permanence, mais qui a réussi à éviter la faillite étatique complète. Le pays connaît les niveaux de pauvreté et de développement humain les plus bas de tout l'hémisphère occidental, une économie primitive et autarcique et des conflits de classes. Il est aussi extrêmement vulnérable aux catastrophes naturelles qui sont aggravées par la dégradation de l'environnement. Les seuls facteurs qui contribuent généralement à l'éclatement de conflits et à l'instabilité dans d'autres pays, mais qui font défaut dans le cas de Haïti, sont les conflits ethniques et les menaces extérieures pour sa souveraineté.

Dans le passé, Haïti était gouvernée par des intérêts familiaux soutenus par l'armée plutôt que sur un modèle idéologique. Chez les Haïtiens, il y a pas ou peu de sens de la « nation » et sûrement pas de consensus sur ce que devrait être le rôle du « gouvernement » dans la vie quotidienne. Le rôle de l'État dans la fourniture de services publics provoque peu d'enthousiasme, car ces services ont toujours été détournés ou exploités par l'élite politique et économique. En raison de l'absence d'institutions publiques fiables, la survie en Haïti était avant tout une question de responsabilité individuelle où chacun ne cherchait que ses intérêts personnels.

Ces deux dernières décennies ont vu apparaître un grand nombre d'organisations de la société civile (OSC), fortement soutenues par la communauté internationale. À l'origine, instruments d'aide humanitaire et de survie pour les personnes pauvres et défavorisées, les OSC se sont institutionnalisés en instruments de changement. Elles agissent comme une force politique compensatoire et gèrent des formes parallèles de nombreuses fonctions étatiques, notamment la protection des droits de l'Homme et la fourniture de services de base, tels que l'eau, les denrées alimentaires, l'énergie, l'éducation et la santé.

Il y a vingt ans, la chute de la dictature de Duvalier a rapidement été suivie de l'adoption d'une constitution forte. Cet événement a marqué le lancement de programmes d'aide extérieure de grande envergure en faveur du pays. Malgré cette aide, Haïti est resté un pays en crise.

Heureusement, la communauté internationale du développement a vu en Haïti un « partenaire difficile, mais non impossible » et s'est engagée dans une intervention à long terme. A l'heure actuelle, Haïti a un gouvernement élu démocratiquement qui bénéficie d'un assez bon appui de la population et qui est fortement soutenu par la communauté internationale.

## La coopération est nécessaire

Haïti ne parviendra pas à lutter contre la pauvreté et à prendre la voie du développement durable tant qu'elle n'aura pas remédié à la grande faiblesse de ses institutions politiques et sociales. Pour cela, les trois grands acteurs, à savoir l'État, la société civile et la communauté internationale, doivent passer à des formes beaucoup plus fortes d'action collective. Mais ce n'est pas chose facile. Le débat est permanent entre les partisans de solutions parallèles (telles que la création de services publics extérieurs au système politique officiel, même s'ils risquent de devenir permanents) et les partisans des réformes institutionnelles au sein du système officiel.

Certaines solutions parallèles ont mené au développement total de certains services hors du domaine de l'État. Ainsi, le ministère de l'Éducation a pratiquement perdu la maîtrise des questions fondamentales de qualité du système d'éducation et de son accessibilité, plus de 80 % des écoles étant maintenant des institutions privées.

A l'heure actuelle, étant donné la légitimité du gouvernement en place, des initiatives sont prises pour réformer l'État. En même temps, l'administration nationale reconnaît que les OSC haïtiennes et les formes participatives de développement sont d'une importance cruciale au niveau local.

Le défi est de parvenir à une complémentarité efficace entre l'État, les OSC et la communauté internationale. L'approche actuellement adoptée dans la Stratégie de réduction de la pauvreté est d'impliquer conjointement le gouvernement et les OSC comme partenaires dans la poursuite d'objectifs communs. Cette stratégie vise à renforcer les capacités gouvernementales tout en reconnaissant la fonction sociale, l'indépendance et le rôle de sensibilisation politique qui caractérisent actuellement les OSC.

Au sein de cette approche, l'objectif de tous les programmes de renforcement des capacités doit être le renforcement des compétences des gens formés pour contribuer à la construction de la démocratie dans le pays. Les approches de renforcement des capacités de la communauté internationale doivent donc mettre l'accent sur le renforcement de la confiance et fournir des outils pour la création d'un consensus dans le pays. Une approche directe, axée sur la pratique, d'aide au développement à Haïti met en péril tout ce processus.

## Liens

[Centre parlementaire du Canada.](#)